

**Comité sectoriel de la sécurité sociale et  
de la santé**

CSSSS/17/213

**AVIS N° 17/44 DU 7 NOVEMBRE 2017 RELATIF À LA DEMANDE DU « CENTRE HOSPITALIER CHRÉTIEN LIÈGE » CONCERNANT LA CANDIDATURE DE MONSIEUR JEAN-LUC ALLARD AUX FONCTIONS DE CONSEILLER EN SÉCURITÉ**

Vu l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre;

Vu l'arrêté royal du 12 février 2008 déterminant les règles suivant lesquelles le gestionnaire des hôpitaux doit communiquer au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, l'identité des personnes chargées de la communication des données se rapportant à l'établissement;

Vu la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*;

Vu le protocole, conclu le 19 avril 2001 entre les organisations représentatives des hôpitaux et les organismes assureurs, portant les conditions et les modalités selon lesquelles force probante jusqu'à preuve du contraire peut être accordée aux données qui sont enregistrées ou conservées au moyen d'un procédé électronique, photographique, optique ou de toute autre technique ou communiquées d'une autre manière que sur un support papier, ainsi que les conditions et les modalités selon lesquelles ces données sont reproduites sur papier ou sur tout autre support lisible;

Vu la circulaire du SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement du 9 septembre 2011;

Vu la demande du "Centre Hospitalier Chrétien Liège";

Vu le rapport d'auditorat de la Plate-forme eHealth reçu le 11 octobre 2017;

Vu le rapport de monsieur Yves Roger.

**A. OBJET DE LA DEMANDE**

1. Le « Centre Hospitalier Chrétien Liège » soumet la candidature de monsieur Jean-Luc Allard aux fonctions de conseiller en sécurité à l'avis du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.

**B. EXAMEN DE LA DEMANDE**

- 2.1. Il ressort du curriculum vitae du candidat, joint à la demande, qu'il a de bonnes connaissances en informatique et il n'a pas de connaissances en informatique médicale. Il a des connaissances excellentes en sécurité de l'information et des connaissances limitées de la réglementation en vigueur.
- 2.2. Le candidat n'exerce pas de fonctions incompatibles avec celles de conseiller en sécurité. Il ne fait pas partie de l'organisation et exerce la fonction de conseiller en sécurité. Il rapporte directement au directeur général.

Le rapport d'auditorat précise qu'il consacra 20 heures par semaine à sa fonction de conseiller en sécurité.

Par ces motifs,

**la section sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé**

rend un avis positif à condition que le candidat suive une formation relative au informatique médicale organisée par la plate-forme eHealth, ou une formation similaire.

Yves ROGER  
Président

Le siège du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé est établi dans les bureaux de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, à l'adresse suivante: Quai de Willebroeck 38 - 1000 Bruxelles (tél. 32-2-741 83 11).